



NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA SE FELICITE DE LA POURSUITE DU DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE A BANGUI

Bangui, le 3 février 2016 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) se félicite de l'avancée du dialogue intercommunautaire entre les populations des quartiers de Boeing et PK5 (sud de Bangui) en vue de la réouverture du cimetière musulman à Boeing, a indiqué le Porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro. Au cours du point de presse hebdomadaire de la Mission ce mercredi 3 février, le Porte-parole a annoncé que 200 jeunes issus de ces deux quartiers travaillent actuellement pour réaménager les 70.000m² de ce cimetière.

“Il s’agit d’un signal très fort envoyé par les deux communautés en vue de la cohésion et de la réconciliation, et qui est le résultat d’efforts conjoints des responsables locaux, des autorités nationales et des partenaires (MINUSCA, PNUD, Ambassade de France). Cette activité matérialise une réelle cohabitation pacifique et donne à ces bénéficiaires l’opportunité d’avoir un travail et un revenu pour favoriser leur réinsertion et contribuer à la stabilisation de la communauté », a ajouté Monteiro.

Sur les élections, Vladimir Monteiro a informé que des rencontres ont eu lieu entre le leadership de la Mission, dans le cadre du G8-RCA, avec les acteurs politiques clés à Bangui, y compris le chef de l’Etat de la Transition, le Premier ministre du Gouvernement de transition, le Président du Conseil National de Transition, le Président de la Cour constitutionnelle ainsi que les candidats à la présidentielle. Ces contacts font partie des consultations permanentes entre la communauté internationale et les autorités et personnalités centrafricaines, en vue de la tenue d’élections crédibles, apaisées et ouvertes à toutes et à tous.

Les Nations Unies (MINUSCA et PNUD), en coordination avec leurs partenaires dont l’Autorité nationale des élections (ANE), poursuivent leur assistance notamment dans le domaine de la formation. Parmi ces formations, notons celle à l’endroit des formateurs nationaux de l’ANE et les coordonnateurs des Bureaux électoraux régionaux de l’Assistance électorale intégrée et qui a été

essentiellement axée sur les aspects pratiques et la maîtrise du remplissage des documents électoraux, pour s'assurer que les formateurs nationaux soient à même de mieux restituer la formation au niveau des démembrements de l'ANE. Les formateurs nationaux ont été, depuis le 2 février, déployés dans les préfectures où ils formeront les démembrements (ALE et ASPE) les 5 et 6 février dans les chefs-lieux de préfecture. Ces démembrements devront à leur tour former, sous la supervision des formateurs nationaux, les membres de bureaux de vote.

Les activités de formation ont également touché 164 policiers et 148 gendarmes, avec pour objectif le renforcement des capacités des forces de sécurité intérieures afin de garantir la sécurité du scrutin du 2ème tour de l'élection présidentielle et du 1er tour des législatives. Cette session additionnelle s'est déroulée simultanément à Bangui, Bria et Bouar, les 2 et 3 février 2016.

En outre, les Nations Unies, le Cadre de Concertation et du National Democratic Institute (NDI) ont engagé des activités portant sur l'intensification de la campagne d'information et de sensibilisation sur le code de bonne conduite à Bangui et dans les préfectures ainsi que de la formation des représentants des candidats dans les bureaux de vote pour la surveillance des opérations de vote et de dépouillement. Les formations de représentants des candidats seront organisées à Bangui, Bangassou, Kaga-Bandoro et Paoua.

Concernant, la promotion et à la protection des droits de l'Homme, la MINUSCA a initié un échange avec le Rectorat de l'Université de Bangui en vue de la mise en place d'un Club de droits de l'Homme. Des ouvrages traitant des droits de l'Homme ont été remis à l'Université à cette occasion. Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, la MINUSCA a rencontré le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bangui pour discuter sur la collaboration entre les Nations Unies, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les acteurs judiciaires nationaux sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels portées contre des fonctionnaires non onusiens.

Sur la situation sécuritaire, le Porte-Parole de la police de la MINUSCA, le Lieutenant Salifou Konseiga, a indiqué qu'elle reste calme malgré quelques infractions. La Police de la MINUSCA continue toutefois d'assurer la protection des populations civiles en collaboration avec les forces de sécurité intérieures. A cet effet, 10 véhicules destinés aux activités spéciales de police ont été mis à la disposition des équipes qui sont en colocation avec les FSI. Au chapitre de

l'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat, le Lieutenant Konseiga a annoncé le lancement des travaux de la réhabilitation de la salle d'audience du Palais de justice de Bouar. Ce chantier s'inscrit dans le cadre du programme des projets à impact rapide de la MINUSCA.

Pour sa part, le Porte-Parole de la Force, le Lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza a annoncé que les mesures vigoureuses prises par la MINUSCA pour traquer certains malfaiteurs dans l'arrière-pays se sont soldées par une situation sécuritaire relativement calme sur tout le territoire. Ces mesures ont été particulièrement efficaces dans les préfectures de Mbomou, Haute-Kotto dans le secteur Est, Ouham et Ouham-Pende dans le secteur Ouest. En effet, des opérations sont en cours pour mettre hors d'état de nuire les éléments des différents groupes armés qui troublent la quiétude des populations civiles.